

Recherches sociographiques



André LEMELIN, *La production et les dépenses de fonctionnement de l'enseignement collégial public au Québec*

Clément Lemelin

Volume 29, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056352ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056352ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemelin, C. (1988). Compte rendu de [André LEMELIN, *La production et les dépenses de fonctionnement de l'enseignement collégial public au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 29(1), 138–139. <https://doi.org/10.7202/056352ar>

André LEMELIN, *La production et les dépenses de fonctionnement de l'enseignement collégial public au Québec*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1987, 194p. (« Études et documents », 55.)

Le rapport d'André Lemelin porte sur la deuxième des trois questions traditionnelles de l'économie de l'éducation : quoi et combien produire, comment produire et pour qui produire ? À l'origine, l'objectif était de comprendre les relations de production et de coût dans les cégeps québécois afin de connaître le niveau normal de coûts associés à la production efficace. Ainsi entendue, l'efficacité correspond à une situation où l'on maximise l'*output*, compte tenu d'une enveloppe budgétaire donnée, ou encore, à une situation où l'on minimise les dépenses, étant donné un niveau d'*output*.

Mais est-ce ainsi que fonctionnent les collèges publics québécois, dont l'enveloppe budgétaire vient de subventions publiques, elles-mêmes déterminées par de multiples règles administratives et soumises à diverses conventions collectives ? Dans quelle mesure la relation entre dépenses et *output* ne fait-elle que reproduire des règles budgétaires publiques ? dans quelle mesure reflète-t-elle une gestion autonome des responsables des collèges ?

De plus, qu'est-ce que cet *output* des collèges ? Suffit-il de dire qu'un étudiant est un étudiant, ou encore qu'un diplômé est un diplômé est un diplômé ? L'éducation est un service immatériel, différencié et aux caractéristiques multiples. Il n'est pas facile, peut-être impossible, de bâtir un indicateur de ces caractéristiques.

André Lemelin soulève toutes ces questions, et bien d'autres, dans son rapport de recherche, et il faut le féliciter d'avoir affiché ainsi une belle prudence dans un texte plein de nuances. Le prix de cette subtilité n'en est pas moins élevé et le lecteur ne trouvera pas ici des façons d'assurer aux établissements collégiaux une plus grande efficacité interne. Ce qu'il y trouvera, ce sont des résultats exploratoires issus d'une relation empirique entre des dépenses encourues en 1981-1982 et définie par types d'activités (enseignement, gestion, administration, etc.), par types de dépenses (masse salariale) ou pour divers regroupements de départements, et un ensemble de variables (nombre d'étudiants, périodes-étudiants-semaines, nombre de cours, nombre d'heures de cours, variables d'environnement, etc.). De l'aveu même de l'auteur, les résultats apparaissent modestes. S'il en est ainsi, c'est que ces résultats peuvent, dans bien des cas, correspondre à des identités ou des quasi-identités plutôt qu'à des comportements économiques.

Loin de nous l'idée de déprécier le travail que Lemelin nous relate ici, dont une partie importante a consisté à mettre en place une banque de données qui ne demande qu'à être exploitée et dont les chercheurs en éducation devraient prendre connaissance. On notera qu'il s'agit de données administratives et qu'elles sont colligées par activités, par catégories de dépenses et par *départements*. En économie de l'éducation, la notion d'efficacité est multiforme. Une des préoccupations est l'efficacité externe, qui fait référence à la fois aux coûts et aux bénéfices, souvent subséquents, des activités, et qui sont rattachés aux étudiants. (On trouvera dans le rapport de Lemelin une discussion intéressante portant sur la distinction entre quantité et valeur du produit.) Or les étudiants sont définis par leur appartenance à un *programme* et non à un département. Connaissant les disparités de coûts entre les divers programmes d'études universitaires, ainsi que la diversité du succès professionnel des sortants des divers programmes

collégiaux, est-ce trop espérer que, dans les développements d'un modèle des dépenses de fonctionnement des cégeps que nous annonce André Lemelin, une place soit réservée aux collégiens définis par leur appartenance à un programme ?

Clément LEMELIN

*Département des sciences économiques,
Université du Québec à Montréal.*

Louise SYLVAIN, Louise LAFORCE et Claude TROTTIER, avec la collaboration d'Alain Massot et Pierre Georgeault, *Les cheminements scolaires des francophones, des anglophones et des allophones du Québec au cours des années 70*, Québec, Conseil de la langue française, Éditeur officiel du Québec, 1985.

On s'en doutait ; on le savait même un peu : il y avait bien un écart appréciable entre la scolarisation des francophones et celles des anglophones et allophones. C'est ce que vient documenter l'ouvrage de Louise Sylvain *et al.* Les données qu'on nous y présente proviennent de l'importante enquête longitudinale sur les aspirations scolaires et l'orientation professionnelle des jeunes, soit le projet Asope dirigé par P.W. Bélanger et G. Rocher. Rappelons que cette enquête a permis d'observer plusieurs cohortes de jeunes sur une période de cinq ans et ainsi de suivre, quasi à la trace, leur cheminement scolaire et professionnel. La période couverte va de 1972 à 1977. Le portrait qu'on nous propose des cheminements scolaires n'est donc pas des plus récents. Ce qui ne lui enlève pas toute pertinence, puisqu'il contribue à préciser les contours de certains phénomènes importants et constitue un repère utile à l'étude de l'évolution des positions relatives des grands groupes linguistiques dans leur mouvement de scolarisation.

L'ouvrage se partage en six chapitres, plus une conclusion et plusieurs annexes. Dans un premier chapitre, on situe la recherche dans le cadre du mouvement de démocratisation de l'éducation au Québec et des politiques linguistiques. Il s'agit en fait de brefs rappels qui éclairent sur la signification et l'à-propos de l'étude des cheminements des jeunes de différentes appartenances linguistiques. Pour appuyer l'intérêt de leur travail aux yeux du Conseil de la langue française, les auteurs insistent sur l'importance d'analyser le cheminement des francophones jusqu'aux études universitaires, dans la perspective d'une francisation du monde du travail à ses plus hauts échelons. On y précise par ailleurs qu'en dehors du fait que l'étude procède à partir de cohortes réelles, son originalité lui vient de ce qu'elle regroupe les cohortes selon la langue maternelle des étudiants et non selon leur secteur d'étude (français et anglais). De plus, on souligne l'avantage de pouvoir, avec les données d'Asope, suivre les jeunes du secondaire à l'université. On verra cependant plus loin que l'étendue même du cheminement pose quelques problèmes, dans la mesure où elle implique l'analyse en parallèle de plusieurs cohortes.

Dans le deuxième chapitre, on annonce d'abord les trois grands volets de la recherche, soit 1. l'analyse descriptive des cheminements scolaires, 2. une analyse explicative de ces cheminements et 3. une analyse des aspirations scolaires chez les trois